



L'ÉPICERIE SOLIDAIRE

Nous aimerions revenir sur ce dossier et en particulier sur la prise de position de la première adjointe qui a menti lorsqu'elle a déclaré que nous avions dessiné ce projet sans concertation avec les associations. Nous avons rencontré toutes les associations caritatives : Croix-Rouge, banques alimentaires, SOS biberons,... soit cinq à six associations au cours d'une dizaine de réunions. Dire que le projet a été fait sans concertation est un mensonge.

La municipalité actuelle ne souhaite pas s'engager sur un dossier de 1 million d'euros, c'est son choix, nous ne le discutons pas, mais permettez notre étonnement lorsque cette ville qui se vante d'être écologique et solidaire trouve ce projet trop cher mais n'hésite pas à mettre 12 millions dans une médiathèque de prestige.

Nous ne revenons pas sur le problème arithmétique : 250 000 € d'achat du bâtiment + 300 000 euros de travaux = 550 000 €. Eh bien nous, nous préférons investir ces 550 000 € dans un bâtiment que possède déjà le CCAS rue Berthe au Grand Pied, le résultat n'en sera que meilleur d'autant plus que le choix du nouveau bâtiment, au 120 rte de Guenrange, nous semble peu pertinent :

- ce lieu n'est pas fait pour recevoir du public
- il est excentré, peu desservi en ligne d'autobus
- il y a peu de possibilités de parking.

Ce dossier a été travaillé en collaboration avec les associations mais aussi avec l'[ANDESS](#), organisme national qui gère les problématiques des épiceries solidaires.

Il reposait sur plusieurs éléments :

- le mélange des publics, et par un système de cartes de ville, une grande discrétion entre public moyennement défavorisé et très défavorisé
- la création d'un libre-service qui donnait le sentiment à cette population de faire ses courses dans un magasin comme un autre
- la présence à l'étage supérieur d'associations ou de personnes chargées d'aider, de conseiller. On sait que cette population est souvent confrontée à des problèmes de santé liés à l'absence de connaissance en matière d'éducation nutritionnelle
- d'aides à des micro-projets dans la mesure où l'économie réalisée par la diminution du budget - aliment entraînait une petite marge de manœuvre qui pouvait être intelligemment exploitée. Il s'agissait là d'un véritable projet social qui dépassait de loin les limites de l'achat de nourriture ou de vêtements.

Enfin, quelle surprise de lire dans l'édition du RL du 3 février une représentante de la municipalité répondre à l'attente des associations caritatives réunies : « nous réfléchissons aux réponses à accorder » 2 ans après !